

Salaire minimum légal en Allemagne – Connaissez-vous vos droits ?

أهلاً وسهلاً
Willkommen
خوش آمدید
Bienvenue
Welcome

¹ Font partie des « Länder » occidentaux : Bade-Wurtemberg, Bavière, Brême, Hambourg, Hesse, Basse-Saxe, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Rhénanie-Palatinat, Sarre et Schleswig-Holstein, les « Länder » orientaux sont : Berlin, Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale, Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe.

Vous avez fui votre pays et vous vivez et travaillez actuellement en Allemagne.

Les collègues des syndicats réunis au sein du Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) vous souhaitent la bienvenue. Nous désirons ici vous informer sur vos droits sur le marché du travail. Ce dépliant traite du salaire minimum légal.

Il existe en Allemagne, depuis le 1er janvier 2015, un salaire minimum légal de 8,50 euros bruts par heure pour tous les salariés qui ont plus de 18 ans. Il existe des exceptions pour les chômeurs de longue durée dans les six premiers mois après la reprise d'une activité et pour les porteurs de journaux. Ces derniers ont actuellement droit à 7,23 euros, à partir de 2017 à 8,50 euros. Dans quelques branches – par exemple dans l'industrie de la viande ou dans l'agriculture – les syndicats et les employeurs ont négocié des salaires minimums sectoriels inférieurs à 8,50 euros pour un délai de transition allant jusqu'au 1er janvier 2017. Toutefois, la plupart des salaires minimums sectoriels sont supérieurs à 8,50 euros. Ainsi, par exemple, le salaire conventionnel pour des travaux non spécialisés dans la construction dans les « Länder » occidentaux¹ et à Berlin est de 11,15 euros bruts par heure à partir du 1er janvier 2015.

Si vous n'êtes pas sûr : renseignez-vous auprès d'un syndicat sur le salaire minimum valable pour vous.

Est-ce que le salaire minimum légal s'applique également au « minijob » ?

Oui. Pour un « minijob », vous gagnez au maximum 450 euros par mois. On applique ici aussi le salaire minimum légal. Cela signifie que votre employeur peut vous faire travailler dans un « minijob » au maximum 52 heures par mois.

Est-ce que le salaire minimum légal s'applique également si vous avez trouvé du travail dans un ménage privé ?

Oui. Même si vous avez trouvé un emploi en étant majeur comme femme/homme de ménage, jardinier ou baby-sitter, le salaire minimum de 8,50 euros s'applique pour vous.

Est-ce que le salaire minimum légal s'applique aussi si vous êtes saisonnier ?

Oui. Le salaire minimum légal s'applique également si vous travaillez comme saisonnier par exemple dans l'hôtellerie ou la restauration. Le salaire minimum légal ne s'applique pas dans l'agriculture. On applique là, jusqu'à la fin 2016, un salaire minimum sectoriel qui est inférieur à 8,50 euros (2016 : 8,00 euros à l'ouest et 7,90 euros à l'est, à partir de 2017 : 8,60 euros à l'est et à l'ouest).

Est-ce que le salaire minimum légal s'applique également si vous êtes payé pour une certaine prestation comme un nombre fixé de paquets distribués ou de chambres nettoyés ?

Oui. De telles conventions ne sont autorisées que si la rémunération n'est pas inférieure au salaire minimum légal. Vous devez percevoir au moins 8,50 euros par heure indépendamment de la rapidité à laquelle vous travaillez.

Est-ce que les pourboires peuvent être déduits du salaire minimum légal ?

Non. Les pourboires ne sont pas considérés comme une rémunération mais sont un supplément. Votre employeur doit vous payer 8,50 euros bruts pour chaque heure de travail.

Pouvez-vous exiger le salaire minimum légal en tant que stagiaire ?

Le salaire minimum légal ne s'applique pas si vous faites un stage obligatoire dans le cadre d'une formation ou de vos études ou bien d'une qualification d'entrée. Les personnes qui font un stage d'orientation facultatif avant la formation ou les études ont droit au salaire minimum si le stage dure plus de trois mois – et ce dès le premier jour du stage. Pour tous les stages, l'employeur doit communiquer par écrit les contenus du contrat, en particulier les objectifs d'apprentissage et de formation.

Prudence pour les stages d'information (« Hospitationen ») ! Ces derniers sont exclus du salaire minimum légal. Pour ce type de stage, vous êtes invité dans une entreprise non pas pour travailler mais pour vous faire une idée.

Si vous recevez une offre de stage ou de stage d'information et que vous n'êtes pas sûr, adressez-vous à un syndicat !

Vous faites une formation (« Ausbildung ») en Allemagne. Est-ce que le salaire minimum légal s'applique pour vous ?

Non. La rémunération dépend du barème de formation respectif appliqué pour une formation.

Est-ce que les suppléments comme le travail de nuit ou d'autres primes peuvent être déduits du salaire minimum légal ?

Non. La plupart des primes doivent être versées en plus du salaire minimum. Cela vaut généralement aussi pour des prestations spéciales, en tout cas pour les indemnités de congé.

Qui contrôle si votre employeur paie le salaire minimum légal ?

La compétence en revient au service des autorités douanières, le « contrôle financier du travail au noir » (FKS). Si celui-ci constate lors d'un contrôle que le salaire minimum n'a pas été payé, l'employeur encourt une amende allant jusqu'à 500.000 euros. Chacun peut déclarer des infractions auprès de la douane principale locale.

Est-ce que les employeurs peuvent déduire du salaire minimum légal les frais pour les équipements de travail (par exemple outils, vêtements de protection) ?

Non. Il faut toujours verser le salaire minimum d'un montant de 8,50 euros bruts par heure.

Est-ce que des bons (par exemple tickets restaurant, billets de cinéma, etc.) peuvent être déduits du salaire minimum légal ?

Non. Le salaire minimum doit être payé en argent.

Qu'est-ce que vous pouvez faire si votre employeur ne paie pas le salaire minimum légal ?

Vous pouvez intenter une action en justice auprès d'un tribunal du travail allemand dans les trois ans (à compter de la fin de l'année civile) pour le salaire minimum non payé. Cette règle ne s'applique pas pour les salaires minimums sectoriels, ici vous devez respecter les délais fixés dans la convention collective respective.

De qui pouvez-vous exiger le paiement de votre salaire ?

Vous pouvez exiger le paiement du salaire minimum non seulement de votre employeur mais aussi – si celui-ci ne devait pas payer – du donneur d'ordre de votre employeur.

Qui contrôle si votre employeur paie le salaire minimum légal ?

Non. La plupart des primes doivent être versées en plus

du salaire minimum.

Cela vaut généralement aussi pour

des prestations spéciales, en tout cas pour les indemnités de congé.

Qui contrôle si votre employeur paie le salaire minimum légal ?

La compétence en revient au service des autorités douanières, le « contrôle financier du travail au noir » (FKS).

Si celui-ci constate lors d'un contrôle que le salaire mini-

mum n'a pas été payé, l'employeur encourt une amende

allant jusqu'à 500.000 euros. Chacun peut déclarer

des infractions auprès de la douane principale locale.

Comment les syndicats peuvent-ils aider ?

Les syndicats s'engagent pour les droits des salarié(e)s. Ils luttent pour une rémunération juste, de meilleures conditions de travail, des temps de travail corrects et la justice sociale. Ils peuvent organiser des grèves et conclure des conventions collectives avec les employeurs.

Sans l'engagement des syndicats il n'y aurait pas, en Allemagne, de salaire minimum de 8,50 euros qui a été introduit en 2015. Les syndicats ne sont liés à aucun parti politique ni au gouvernement. Ils sont donc indépendants sans être apolitiques. Ils participent au débat politique.

En Allemagne, plus de six millions de personnes sont membres d'un syndicat. Chaque branche professionnelle a son syndicat. La plupart d'entre eux sont réunis au sein du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB).

V.i.S.d.P.: Annelie Buntenbach, DGB-Bundesvorstand, Henriette-Herz-Platz 2, 10178 Berlin

Nous vous recommandons

de vous syndicaliser dès

votre premier jour de travail en Allemagne. Les membres

d'un syndicat bénéficient d'une aide et d'un conseil

juridiques en cas de litiges et de questions concernant la vie du travail.

Les informations contenues dans ce dépliant ont été établies avec le plus grand soin. Elles ne sont pas malgré tout exhaustives. Certaines réglementations peuvent évoluer avec le temps.

Mise à jour : décembre 2015

Gesetzlicher Mindestlohn in Deutschland – Kennen Sie Ihre Rechte?

Bienvenue
أهلاً وسهلاً
خوش آمدید
Willkommen
Welcome

¹ Zu den westlichen Bundesländern zählen Baden-Württemberg, Bayern, Bremen, Hamburg, Hessen, Niedersachsen, Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Saarland und Schleswig-Holstein, die östlichen Bundesländer sind Berlin, Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen, Sachsen-Anhalt und Thüringen.

Sie sind aus Ihrem Land geflüchtet und leben und arbeiten derzeit in Deutschland.

Wir – die Kolleginnen und Kollegen der im Deutschen Gewerkschaftsbund (DGB) zusammengeschlossenen Gewerkschaften – begrüßen Sie herzlich. Wir möchten Sie im Folgenden über Ihre Rechte auf dem Arbeitsmarkt informieren. Dieser Flyer behandelt das Thema gesetzlicher Mindestlohn.

In Deutschland gilt seit dem 1. Januar 2015 ein gesetzlicher Mindestlohn von 8,50 Euro brutto pro Stunde für alle Arbeitnehmer, die älter als 18 Jahre sind. Ausnahmen gelten für Langzeitarbeitslose in den ersten sechs Monaten nach Wiederaufnahme einer Tätigkeit und für Zeitungszusteller. Zeitungszusteller haben zurzeit einen Anspruch auf 7,23 Euro, erst ab 2017 auf 8,50 Euro. In einigen Branchen – zum Beispiel in der Fleischindustrie oder in der Landwirtschaft – haben Gewerkschaften und Arbeitgeber für eine Übergangsfrist bis zum 1. Januar 2017 Branchenmindestlöhne unterhalb von 8,50 Euro ausgehandelt. Doch die meisten Branchenmindestlöhne liegen höher als 8,50 Euro. So liegt zum Beispiel der Tariflohn für Hilfsarbeiten auf dem Bau in den westlichen Bundesländern¹ und in Berlin ab dem 1. Januar 2015 bei 11,15 Euro brutto pro Stunde.

Wenn Sie unsicher sind: Erkundigen Sie sich bei einer Gewerkschaft über den für Sie geltenden Mindestlohn.

Gilt der gesetzliche Mindestlohn auch, wenn Sie in einem Minijob arbeiten?

Ja. Bei einem sogenannten Minijob verdienen sie maximal 450 Euro im Monat. Auch hier gilt der gesetzliche Mindestlohn. Dies bedeutet, dass Ihr Arbeitgeber Sie in einem Minijob maximal 52 Stunden im Monat arbeiten lassen darf.

Gilt der gesetzliche Mindestlohn auch, wenn Sie Arbeit in einem Privathaushalt gefunden haben?

Ja. Auch wenn Sie als Volljähriger in einem Privathaushalt eine Beschäftigung als Putzhilfe, Gärtner oder Babysitter gefunden haben, gilt für Sie der Mindestlohn von 8,50 Euro.

Gilt der gesetzliche Mindestlohn auch, wenn Sie in der Saisonarbeit tätig sind?

Ja. Der gesetzliche Mindestlohn gilt auch, wenn Sie als Saisonarbeiter zum Beispiel im Hotel- und Gaststättengewerbe arbeiten. Der gesetzliche Mindestlohn gilt nicht in der Landwirtschaft. Dort gilt bis Ende 2016 noch ein Branchenmindestlohn, der unter 8,50 Euro liegt (2016: 8,00 Euro im Westen und 7,90 Euro im Osten, ab 2017: 8,60 Euro in Ost und West).

Gilt der gesetzliche Mindestlohn auch dann, wenn Sie für eine bestimmte Leistung wie eine festgelegte Anzahl von zugestellten Paketen oder gereinigten Zimmern bezahlt werden?

Ja. Solche Vereinbarungen sind nur dann zulässig, wenn der gesetzliche Mindestlohn nicht unterschritten wird. Sie müssen für jede Arbeitsstunde mindestens 8,50 Euro erhalten, unabhängig davon, wie schnell Sie arbeiten.

Können Sie als Praktikant oder Praktikantin den gesetzlichen Mindestlohn abziehen?

Wenn Sie ein Pflichtpraktikum im Rahmen einer Ausbildung oder eines Studiums oder eine Einstiegsqualifizierung absolvieren, gilt der gesetzliche Mindestlohn nicht. Menschen, die vor Ausbildung oder Studium ein freiwilliges Orientierungspraktikum machen, haben Anspruch auf den Mindestlohn, wenn das Praktikum länger als drei Monate dauert – und zwar vom ersten Tag des Praktikums an. Für alle Praktika gilt, dass die Vertragsinhalte vom Arbeitgeber schriftlich mitgeteilt werden müssen, insbesondere die Lern- und Ausbildungsziele.

Können Gutscheine (zum Beispiel Essensgutscheine, Kinofreikarten etc.) mit dem gesetzlichen Mindestlohn verrechnet werden?

Nein. Der Mindestlohn muss in Geld ausbezahlt werden.

Was können Sie tun, wenn Ihr Arbeitgeber den gesetzlichen Mindestlohn nicht zahlt?

Vorsicht bei sogenannten Hospitationen! Diese sind vom gesetzlichen Mindestlohn ausgenommen. Bei einer Hospitation sind Sie Gast in einem Betrieb, um sich einen Eindruck zu verschaffen und nicht um zu arbeiten. Wenn Sie ein Praktikum oder eine Hospitation angeboten bekommen und unsicher sind, wenden Sie sich an eine Gewerkschaft!

Sie machen in Deutschland eine Ausbildung. Gilt für Sie der gesetzliche Mindestlohn?

Nein. Die Vergütung richtet sich bei einer Ausbildung nach der jeweiligen Ausbildungsordnung.

Können Zusatzleistungen wie Zuschläge für Nachtarbeit oder andere Zulagen auf den gesetzlichen Mindestlohn angerechnet werden?

Nein. Die meisten Zulagen sind zusätzlich zum Mindestlohn zu zahlen. In der Regel gilt das auch für Sonderleistungen, auf jeden Fall für das Urlaubsgeld.

Können Trinkgelder auf den gesetzlichen Mindestlohn angerechnet werden?

Nein. Trinkgelder von Kunden zählen nicht als Vergütung, sondern kommen on top. Von Ihrem Arbeitgeber müssen Sie für jede Arbeitsstunde mindestens 8,50 Euro brutto bekommen.

Dürfen die Arbeitgeber Kosten für Arbeitsmittel (zum Beispiel Werkzeuge, Arbeitsschutzkleidung) vom Mindestlohn abziehen?

Nein. Es muss immer der Mindestlohn in Höhe 8,50 Euro brutto pro Zeitstunde ausgezahlt werden.

Können Gutscheine (zum Beispiel Essensgutscheine, Kinofreikarten etc.) mit dem gesetzlichen Mindestlohn verrechnet werden?

Nein. Der Mindestlohn muss in Geld ausbezahlt werden.

Was können Sie tun, wenn Ihr Arbeitgeber den gesetzlichen Mindestlohn nicht zahlt?

Sie können den nicht gezahlten gesetzlichen Mindestlohn innerhalb von drei Jahren (ab dem Ende des Kalenderjahres gerechnet) bei einem deutschen Arbeitsgericht einklagen. Diese Regel gilt nicht für Branchenmindestlöhne, hier müssen Sie die im jeweiligen Tarifvertrag geregelten Fristen beachten.

Von wem können Sie die Zahlung Ihres Lohnes verlangen?

Sie können die Zahlung des Mindestlohnes nicht nur von Ihrem Arbeitgeber verlangen, sondern – sollte dieser nicht zahlen – auch vom Auftraggeber Ihres Arbeitgebers.

Wer kontrolliert, ob Ihr Arbeitgeber den gesetzlichen Mindestlohn zahlt?

Dafür zuständig ist eine Abteilung der Zollbehörde, die „Finanzkontrolle Schwarzarbeit“ (FKS). Stellt diese bei einer Kontrolle fest, dass der Mindestlohn nicht gezahlt wurde, drohen dem Arbeitgeber Bußgelder bis 500.000 Euro. Jeder kann Verstöße beim lokalen Hauptzollamt melden.

Wie können Gewerkschaften helfen?

Gewerkschaften setzen sich für die Rechte von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern ein. Sie kämpfen für eine gerechte Bezahlung, bessere Arbeitsbedingungen, faire Arbeitszeiten und soziale Gerechtigkeit. Sie können Streiks organisieren und Tarifverträge mit Arbeitgebern abschließen. Ohne den Einsatz der Gewerkschaften gäbe es in Deutschland etwa nicht den gesetzlichen Mindestlohn von 8,50 Euro, der 2015 eingeführt wurde. Gewerkschaften gehören zu keiner politischen Partei oder zur Regierung. Sie sind also unabhängig, aber nicht unpolitisch. Sie mischen sich in die Politik ein. In Deutschland sind über sechs Millionen Menschen Mitglied in einer Gewerkschaft. Für verschiedene Berufsgruppen sind verschiedene Gewerkschaften zuständig. Die meisten davon sind im Deutschen Gewerkschaftsbund (DGB) zusammengeschlossen.

V.i.S.d.P.: Annelie Buntenbach, DGB-Bundesvorstand, Henriette-Herz-Platz 2, 10178 Berlin

Wir empfehlen: Werden Sie ab dem ersten Arbeitstag in Deutschland Gewerkschaftsmitglied. Gewerkschaftsmitglieder erhalten rechtliche Hilfe und Beratung bei Streitigkeiten im und Fragen zum Arbeitsleben.

Die Informationen in diesem Faltblatt wurden mit größter Sorgfalt zusammengestellt. Es wird kein Anspruch auf Vollständigkeit erhoben. Einzelne Regelungen können sich im Laufe der Zeit ändern.

Stand: Dezember 2015